



Extrait du Union des Forces de Progrès

<http://www.ufpweb.org/fr/spip.php?article2649>

Biladi : édito du n°416 (dimanche, 27 décembre 2009)

- Actualités - Politique -



Date de mise en ligne : lundi 28 décembre 2009

Union des Forces de Progrès

La semaine qui vient de s'écouler a été marquée par deux événements qui trahissent l'apparence démocratique du système politique issu de la présidentielle du 18 juillet dernier : l'alignement de certains membres du HCE devant les ministres pendant l'accueil et le départ du président soudanais et la retenue en prison du journaliste Hanafi Ould Dahah qui avait pourtant purgé sa peine, déjà très discutable, depuis le jeudi dernier et qui n'est toujours pas été autorisé de quitter son lieu de détention de Dar Naïm. Il est vrai, pour ce qui est du premier événement, que notre pays n'a malheureusement pas des règles écrites en matière de protocole et que chaque chef d'Etat en fait à sa guise. Mais l'apparition de certains membres du HCE, ce conseil militaire qui n'a, à son actif, que d'avoir perpétré un putsch, alignés devant les membres du gouvernement, est beaucoup plus qu'une simple erreur ou déconvenue du protocole.

C'est un message éloquent adressé à l'opinion pour lui faire comprendre que le pouvoir demeure entre des mains militaires malgré l'organisation d'une élection présidentielle au cours de laquelle un président a été élu grâce au vote de citoyens et non pas par la force des bâillonnâtes. Il est absurde, en plus de cela, que les ministres dont dépendent, logiquement, ces chefs militaires aient un rang protocolaire moindre que leurs subordonnés...

Pour ce qui est du cas de Hanafi, on ne peut point le comprendre en dehors d'un règlement de comptes personnels et d'un acharnement gratuit contre ce jeune journaliste, arrêté, jugé et condamné pour un motif monté de toutes pièces et auquel on refuse aujourd'hui la liberté. Cette manière de faire a un nom : le non-droit ou plutôt le droit du plus fort. Or, comme nous enseignent les préceptes de l'Islam, notre religion : une nation peut être construite sur l'apostasie, mais jamais sur l'injustice. La Mauritanie traîne suffisamment de problèmes objectifs (terrorisme, crise économique, chômage...) susceptibles, à eux seuls, de la faire exploser. Pourquoi en ajouter d'autres faits à cause de la médiocrité de certains, leur haine pour les autres et leur ignorance du sens de l'Histoire (avec un grand H)...

Dans la nature, rien n'est éternel, tout change et se transforme !